

50 Ans de Journalism

Les médias
africains depuis
l'indépendance
du Ghana

Edité par Elizabeth Barratt
et Guy Berger

Ce livre a
été rendu
possible
grâce à :



50

Ans de Journalisme

Les médias
africains depuis
l'indépendance
du Ghana

Edité par **Elizabeth Barratt** et **Guy Berger**

50 Ans de Journalisme les médias africains depuis l'indépendance du Ghana

ISBN 9780868104386

Publié par: Le Forum des Editeurs Africains, Highway Africa et la Fondation pour les Médias d'Afrique de l'Ouest, à Johannesburg, Afrique du Sud, en juin 2007

Conception et production : Shahn Irwin

Imprimé par : Paarl Print, Oosterland St, Dal Josafat, Paarl, 7646, South Africa
Tel: +27 21 868 9000 Email: info@paarlprint.co.za

Cet ouvrage est licenciée sous la Creative Commons Attribution-Non Commercial-ShareAlike 2.0. Pour consulter une copie de cette licence, rendez-vous sur <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/> ou écrivez à Creative Commons, 559 Nathan Abbott Way, Stanford, California 94305, USA



Au sujet des éditeurs de ce livre :



Elizabeth Barratt est l'une des rédactrices en chef du *Star*, un journal de Johannesburg, en Afrique du Sud, et est secrétaire générale du Forum des Editeurs Africains.



Guy Berger est directeur de l'Ecole de Journalisme et des Etudes Médiatiques à l'université de Rhodes à Grahamstown, en Afrique du Sud, et joue un rôle actif dans le Forum National des Editeurs Sud-Africains et dans l'association Highway Africa.

Les éditeurs souhaiteraient remercier :

Chacun de ces journalistes qui ont donné de leur temps et de leur expertise pour nous apporter les nombreuses histoires qui constituent cet ouvrage.
Les parrains et annonceurs qui ont permis que ce livre soit publié et largement distribué.
L'ambassade de France et l'Institut Français d'Afrique du Sud, qui ont financé la traduction française de cet ouvrage, et les traducteurs qui y ont participé.

Table des Matières

Avant-propos par Mathatha Tsedu, Forum des Editeurs Africains	5
Préface par Pansy Tlakula, Reporteur Spécialisé sur la Libre Expressions	7
Première Partie : Présentation Kwame Karikari	9
Deuxième Partie : Afrique de l'Ouest – Anglophone PERSONNAGES, CAS ET CAUSES : Un journaliste investit d'une mission : Kenneth Best du Libéria par Jeddi Mowbray Armah	23
Raconter des histoires de l'intérieur : Sorious Samura par Elizabeth Barratt	26
Résistance des média au Nigéria : cas du News et Tempo par Rotimi Sankore	28
William Dixon Colley : héros du journalisme de Gambie par Musa Saidykhan	33
Troisième Partie : Afrique Francophone Marie-Soleil Frère	35
PERSONNAGES, CAS ET CAUSES : 'Le Che' aborde la problématique de l'esclavage par Liesl Louw	56
Norbert Zongo : une étude du côté sombre du Burkina Faso par Cheriff Sy	58
Ibrahima Kalil Diaré : orfèvre de la plume par Ibrahima Cissé	60
Le refus de se taire : Pius Njawe par Michael Kudlak de l'IIP	62
La survie par le professionnalisme : le Crocodile par Elizabeth Barratt	64
Quatrième Partie : Afrique du Nord Laid Zaghلامي	67
PERSONNAGES, CAS ET CAUSES : Sur la corde raide en Algérie : Omar Belhouchet par Michael Kudlak de l'IIP	80
Cinquième Partie : Afrique Centrale Fackson Banda	83
PERSONNAGES, CAS ET CAUSES : Les médias en conflit : l'expérience de l'Afrique centrale par Marie-Soleil Frère	95
Fondateur et combattant en Zambie : Fred M'membe par Michael Kudlak de l'IIP	100
Le rôle vital des agences de presse en Afrique par Mark van der Velden	102

Des copies électroniques de ce livre sont disponibles sur les sites suivants :



www.theafricaneditorsforum.org



www.highwayafrica.ru.ac.za



www.mfwaonline.org

■ Sixième Partie :Afrique de l’Est	
Peter Mwesige et Daniel Kalinaki	105
PERSONNAGES, CAS ET CAUSES :	
Un journaliste rwandais qui critique :André Sibomana	
par Michael Kudlak de l’IIP	118
Le combattant du professionnalisme au Kenya : Lewis Odhiambo	
par Rosemary Okello-Orlale	120
Pionnière de la télévision éthiopienne : Ellene Mocrai	
par Emrakeb Assefa	122
Emouvoir le monde : le photographe Mo Amin	
par Emrakeb Assefa	124
■ Septième Partie :Afrique lusophone	
Helge Ronning	127
PERSONNAGES, CAS ET CAUSES :	
La longue route d’Harare à Maputo : le NSJ	
par John Mukela	142
■ Huitième Partie :Afrique australe	
Tawana Kupe	145
PERSONNAGES, CAS ET CAUSES :	
Deux photographes respectueux des enfants	
par William Bird	160
Vers l’indépendance en Namibie : Gwen Lister	
par Michael Kudlak of IPI	162
Percy Qoboza : symbole de la résistance en Afrique du Sud	
par Michael Kudlak of IPI	164
Misa : promouvoir une presse indépendante, pluraliste et libre	
par Luckson Chipare	166
Mavis Moyo : cinquante ans de lobbying au Zimbabwe	
par John Masuku	168
■ Neuvième Partie : Les perspectives d’avenir	
Guy Berger	171
■ Dixième Partie : Standards, soutiens et sources	
Standards :	
De Windhoek au Monde – par Alain Modoux	186
Déclaration de Windhoek	188
Déclaration de principes sur la liberté d’expression en Afrique	191
Soutiens :	
Highway Africa	196
Le Forum des Editeurs Africains	197
La Fondation pour les Médias d’Afrique de l’Ouest	198
Sources :	
Liste de lectures et de références	199
Commanditaires and publicités	210

Le partage des mots : une approche panafricaine

Au cours de la dernière décennie, le journalisme africain indépendant a commencé à laisser son empreinte de manière plus précise sur la scène internationale. L’une des raisons en est le mouvement grandissant en direction de l’adoption d’une approche panafricaine aux médias.

Hormis l’amélioration de la communication entre les éditeurs, les journalistes et les activistes des médias individuels sur ce grand continent, favorisée par l’élargissement de l’accès à l’Internet et l’extension

des réseaux cellulaires, nous avons vu la constitution réussie d’acteurs panafricains comme le Riarc (Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication), l’Union de Radiodiffusion Africaine (anciennement Urtna) et le Forum des Editeurs Africains (Taef).

Ceux-ci constituent une nouvelle génération de journalistes et de communicateurs qui voient l’espace s’ouvrir par le mouvement démocratique sur le continent, et apportent leur propre contribution pour renforcer la démocratie.

Une conséquence de la formation du Taef, par exemple, a été l’augmentation de l’échange d’informations et des dialogues entre les éditeurs africains lors de conférences et de manière individuelle, aidant ainsi à raconter des histoires africaines d’une manière non biaisée par les agences étrangères et les ex-agences coloniales.

Mais le présent et le futur ne peuvent se développer que sur une parfaite connaissance de nos défis et de nos victoires passées. D’où cet ouvrage. Il ne s’agit certes pas de



Mathatha Tsedu

l’ouvrage définitif sur le journalisme africain au cours des 50 dernières années, mais il constitue une partie de la documentation sur notre Histoire. C’est un début qui doit nous inciter tous à favoriser des médias plus pertinents, réguliers et facilement gérés dans le futur.

Ce livre a été enrichi par les acteurs que sont le Taef, Highway Africa et la Fondation des Médias pour l’Afrique de l’Ouest. Ces organisations influentes ont demandé à leurs membres de donner librement de

leur grande expérience en écrivant sur des personnages, des cas et des causes particulières propres au continent. Ces histoires et photographies contribuent de manière unique aux analyses approfondies réalisées par une série d’universitaires du continent.

50 ans de Journalisme constitue un résumé à propos et influent de ce qui peut être tiré de l’Histoire. Il constitue une ressource intellectuelle précieuse pour les journalistes africains – mais aussi pour tous ceux qui souhaitent en apprendre plus sur le journalisme africain, enseignants et étudiants, membres du public, gouvernements et médias internationaux.

Mathatha Tsedu
Président du Forum des Editeurs Africains (Taef)

Le moment d'avancer :

La nécessité de champions conscients

Le droit à la liberté d'expression et d'information est l'un des droits fondamentaux garantis par la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. En octobre 2002, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, l'organe mis en place par la Charte pour défendre et protéger les droits de l'homme sur le continent africain, adopta la Déclaration de Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique à Banjul, en Gambie. Ce document, fondé sur la Déclaration de Windhoek de 1991 (adoptée par la suite par l'Unesco), déclare sans équivoque que la liberté d'expression et d'information « est un droit de l'homme fondamental et inaliénable et un composant nécessaire à la démocratie ».

En plus d'interdire la suppression arbitraire ou illégitime de la liberté de parole par les Etats signataires de la Charte, la Déclaration enjoint également les autorités à prendre des mesures positives pour promouvoir la diversité d'information et d'opinion.

Concernant les journalistes, la Déclaration affirme qu'une auto-régulation efficace est le meilleur système pour la promotion de standards élevés dans les médias.

Les attaques à l'encontre des membres des médias sont décrites comme minant le journalisme indépendant, la liberté d'expression et le libre flux d'informations au public. La clause suivante est d'une importance significative : « Les Etats sont dans l'obligation de prendre des mesures efficaces pour éviter des attaques de ce type et, lorsqu'elles se produisent, de mener une enquête, de punir les auteurs de ces crimes et de s'assurer que les victimes ont accès à des actions en justice efficaces. »

La Déclaration conclut en indiquant que les Etats sig-



Pansy Tlakula

nataires de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples devraient faire tous les efforts possibles pour rendre effectifs dans la pratique les principes de liberté d'expression élaborés dans la déclaration.

La Déclaration est saluée comme l'un des engagements les plus poussés à la liberté d'expression. Et pourtant, les cas de meurtres en toute impunité, de harcèlement, d'intimidation, de détention illicite de membres des médias, d'interférences politiques abusives avec les médias, de confiscation de publications, de destruction de matériel et de fermeture de médias privés semblent aug-

menter sur le continent.

La Commission Africaine a fait de son mieux pour défendre et protéger le droit à la liberté d'expression et d'autres droits contenus dans la Charte.

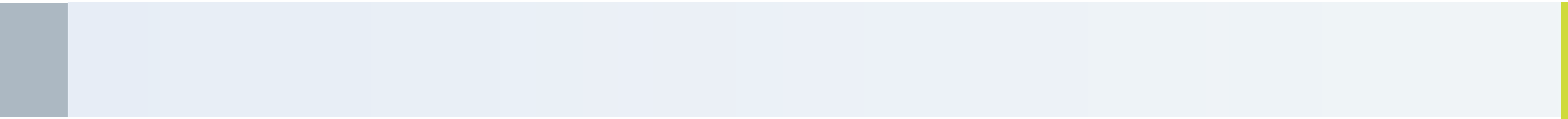
Ses efforts ont cependant été renforcés. J'ai l'espoir que le Tribunal Africain des Droits de l'Homme et des Peuples s'assurera que les Etats signataires respectent les idéaux, les aspirations et les obligations de la Charte et de la Déclaration.

Si dans les 50 prochaines années de journalisme africain, tous les peuples d'Afrique peuvent devenir des champions conscients de la déclaration, alors le progrès dans cette partie du monde sera assuré.

Je fais pour ma part, en tant que Rapporteur sur le Droit à la Libre Expression de la Commission Africaine, partie des champions de la Déclaration.

Pansy Tlakula

Reporteur Spécialisé sur la Libre Expressions



PREMIÈRE PARTIE

Présentation



Présentation : 50 ans depuis l’indépendance du Ghana

Kwame Karikari

1. Introduction

Les médias de masse en Afrique sont, comme chacun le sait, un produit du colonialisme. Comme partout ailleurs, les médias en Afrique sont le produit des développements politiques et du passé du continent. Les systèmes de structure de propriété, leur caractère, leurs forces et leurs faiblesses, leurs perspectives politiques et sociales et, par dessus tout, leurs contributions et leurs impacts sont tous des produits des sociétés qui les ont formés.

Cette introduction constitue une présentation générale et panoramique du développement des médias sur le continent depuis l’indépendance du Ghana à la fin des années 1950. Cet article tente ainsi de placer la croissance et le développement des médias dans le contexte historique et politico-économique ou des développements sur le continent au cours de ces décennies de post-colonisation. L’article se limite aux médias de masse traditionnels, c’est-à-dire à la diffusion radio et télévisée et les journaux.

2. Le contexte historique et politique

Au moment où le Ghana accéda à l’indépendance en mars 1957, seulement sept pays, hormis l’Afrique du Sud qui ne reconnaissait pas la majorité des Africains comme étant des citoyens à part entière et disposant des mêmes droits, étaient indépendants. Quatre d’entre eux étaient les pays arabes que sont l’Egypte, la Libye, le Maroc, et la Tunisie au Nord, tous à l’exception de l’Egypte qui devint également indépendante dans les années 1950. L’Ethiopie, la Libye et le Maroc étaient des monarchies. L’Egypte se déclara

république seulement cinq ans plus tôt après que les militaires évincèrent la monarchie, et essayait toujours de reprendre son souffle après avoir repoussé l’invasion britannique-franco-israélite de Suez seulement quelques mois plus tôt. L’indépendance du Soudan datait à peine d’un an, et une rébellion visant une séparation faisait rage au Sud. Le Libéria, qui disposait déjà d’un siècle d’autonomie, n’avait pas grand-chose à montrer à ses confrères colonisés en matière de progrès économique et social ou de gestion politique.

En Algérie et au Kenya, les forces nationalistes étaient aux prises d’un violent conflit pour l’indépendance. Les deux guerres d’indépendance exemplifièrent le fait que les efforts de lutte contre le colonialisme élicitaient une répression plus violente dans les pays où se trouvaient des colons européens. Cependant, la totalité du continent connaissait une forte agitation politique avec des révoltes de paysans, des grèves ouvrières, des protestations des anciens militaires de la Seconde Guerre Mondiale et une agitation générale des masses. La répression généralement violente de ces agitations des masses par les forces coloniales était habituellement consciencieusement rapportée par la presse nationaliste qui servait le mouvement populaire.

L’indépendance du Ghana s’inscrivait dans ce soulèvement continental, même international des peuples colonisés pour leur liberté.

Cependant, l’indépendance du Ghana signifiait plus pour l’Afrique que la simple référence au pays en tant que « le premier pays de l’Afrique au sud du Sahara... ». Cette déclaration rejette bien entendu « l’indépendance » de l’Etat raciste qu’était l’Afrique du Sud. Mais elle implique également la déclaration de 1847 de la république du Libéria par les esclaves libérés et rapatriés, et exclut l’indépendance du Soudan de l’emprise britannique en

1956. Sa véritable importance réside dans la manifestation pratique du programme panafricain du nouvel Etat résumé dans le discours de déclaration d’indépendance de Kwame Nkrumah délivré à minuit le 5 mars 1957 : « L’indépendance du Ghana ne veut rien dire à moins qu’elle ne soit reliée à la libération totale de l’Afrique ».

Deux événements initiés par le nouveau gouvernement au cours de la première année de l’indépendance allaient constituer les initiatives panafricaines les plus importantes qui permirent d’accélérer le mouvement nationaliste anti-colonialiste, et firent progresser la solidarité à l’échelle du continent et le soutien contre le régime d’apartheid. Il s’agissait de la Conférence des Etats Africains Indépendants en avril 1958 et de la Conférence des Peuples Africains la même année, chacune de ces conférences s’étant tenue à Accra.

La Conférence des Etats Africains Indépendants rassembla les chefs des Etats indépendants qui existaient alors, à l’exclusion du régime d’apartheid sud-africain. Il s’agissait de l’Egypte, l’Ethiopie, le Ghana, le Liberia, la Libye, le Maroc, le Soudan et la Tunisie. On peut dire que la conférence planta en termes pratiques les graines pour la fondation de l’Organisation de l’Unité Africaine cinq ans plus tard. Ses objectifs étaient de : « (1) discuter des questions d’intérêt commun, (2) rechercher des manières et des moyens de consolider et de préserver l’indépendance, (3) renforcer les liens économiques et culturels entre les Etats indépendants et (4) trouver des moyens d’aider les Africains qui étaient toujours opprimés sous l’emprise coloniale. »¹

La Conférence des Peuples Africains, qui rassembla des

L’indépendance du Ghana s’inscrivait dans ce soulèvement continental, même international des peuples colonisés pour leur liberté



Kwame Karikari est actuellement Directeur Exécutif d’une organisation pour la défense de la liberté de la presse et de la liberté d’expression, la Fondation pour les Médias d’Afrique de l’Ouest, basée à Accra au Ghana. En 2005, il prit sa retraite de l’Ecole des Etudes en Communication de l’université du Ghana où il enseigna au poste de professeur en Information à partir de 1979. Au début des années 1980, il occupa la fonction de directeur général de la Société de Radiodiffusion du Ghana

délégués venus de 28 pays d’Afrique représentant 64 organisations et mouvements, dont des partis politiques et des syndicats de toutes les régions du continent, était le premier « rassemblement de défenseurs de la liberté africains pour se rassembler dans un Etat africain indépendant et libre dans l’objectif de planifier un assaut final contre l’impérialisme et le colonialisme » de ce type².

Ainsi, en l’espace de seulement trois ans, en 1960, plus de 20 pays avaient lutté pour l’indépendance contre les gouvernements coloniaux. Le régime impérial, bien entendu, n’accueillit pas avec chaleur ce que le premier ministre britannique Harold Macmillan reconnu devant le Parlement racial sud-africain au Cap cette même année comme le « vent du changement ». Dans la majeure partie des cas, la demande d’indépendance se fit de manière pacifique et civile. Mais généralement parlant, ce fut princi-

palement la résistance désespérée d’un impérialisme à l’agonie qui intensifia les turbulences politiques des années 1960. Lorsque le peuple prit les armes, ce fut pour résister à la répression violente du colonialisme.

Dans les quelques semaines qui suivirent la déclaration de Macmillan, l’Etat d’apartheid répondit de manière sanglante au réveil africain avec le massacre de manifestants

pacifiques à Sharpeville. Cet acte de brutalité spécifique scandalisa la solidarité africaine contre le racisme comme jamais auparavant. Sharpeville eut l’impact le plus important sur la conscience de masse africaine par rapport à l’apartheid. Ceci était principalement dû à la couverture énorme à la fois de l’événement et des réactions des nouveaux gouvernements par les médias de masse africains, en particulier par la radio qui était désormais contrôlée par les gouvernements nationalistes dans les nouveaux Etats indépendants.

La subversion flagrante de l’indépendance du Congo vers la même période par la Belgique, suivie presque instantanément par la déclaration d’indépendance, menant à l’assassinat de Patrice Lumumba, son chef de file,

souligna la fragilité des nouveaux Etats et la suspicion par les nationalistes africains que les puissances occidentales avaient l’intention de faire dérailler le mouvement vers l’indépendance.

Au cours de cette année, 16 pays africains qui venaient d’accéder à l’indépendance devinrent membres de l’ONU. Cinq ans auparavant, en 1955, certains de ces pays – en particulier l’Egypte et le Ghana – avaient participé à une conférence des dirigeants des Etats émergents à Bandung, en Indonésie, pour former le nouveau bloc de ce l’on appela le Mouvement Non Aligné. Le 14 décembre, le nombre désormais plus important de membres afro-asiatiques à l’ONU présentèrent lors de l’Assemblée Générale une résolution (1514) sur la Déclaration sur l’Octroi de l’Indépendance aux Pays et aux Peuples Coloniaux. La Grande-Bretagne, la Belgique, la France, le Portugal, l’Afrique du Sud, l’Espagne et les Etats-Unis refusèrent de voter pour cette résolution. Bien que cette résolution fût approuvée par la majorité, cette position des puissances occidentales ajouta aux soupçons d’un grand nombre de nouveaux gouvernements³.

Au moment où l’Organisation de l’Unité Africaine (OUA) fut fondée en 1963 et jusqu’à la fin des années 1960, soit au cours de la première décennie de l’indépendance du Ghana, la majeure partie des pays du continent étaient indépendants. Mais la stabilité et l’existence des nouveaux Etats commençaient à être menacées de diverses manières. La guerre faisait rage dans les dernières enclaves du Portugal et des colonies de colons, désormais principalement au Sud. Partout ailleurs, ces pays très indépendants se trouvaient cependant confrontés à des tensions et à des crises politiques. Les nouveaux Etats se trouvèrent confrontés à différentes formes et sources d’instabilité. A la fin des années 60, un grand nombre de pays, dont le Ghana, étaient gouvernés par des dictatures militaires⁴. La tendance allait caractériser les développements politiques dans la plupart des pays pendant les dernières années du XXe siècle lorsque l’Union Africaine allait décréter la non reconnaissance pour tout gouvernement établi par un coup d’Etat.

Hormis les perturbations militaires et la violence qui les accompagnait, un certain nombre de pays allaient, dans

les années 1960, être plongés dans des troubles politiques bien plus graves : les guerres civiles. La guerre de sécession de Biafra, qui dura environ quatre ans, ne se contenta pas d’attirer l’attention des médias sur la scène internationale en raison de la crise humanitaire qu’elle provoqua. Pour l’Afrique, elle symbolisa de manière plus dramatique la fragilité des Etats politico-géographiques créés par le colonialisme. Le Nigeria parvint à restaurer la paix et à reconstruire un gouvernement qui unifiait de nouveau le pays. Les guerres civiles et d’autres conflits violents semant la discorde à partir des années 1960 allaient entraîner instabilité politique et anarchie sociale pendant des décennies dans certains pays. Le Tchad et le Congo en sont un exemple, et aucun des deux Etats n’a depuis réussi à retrouver une stabilité politique mesurée.

Les conflits trouvaient principalement leur source dans des contradictions politiques et socio-économiques internes aux pays, dont des problèmes découlant des relations entre les communautés ethniques dans les nouveaux Etats. Mais dans les cas les plus critiques, ceux qui présentaient des ramifications infra-régionales ou continentales, des intérêts externes contribuèrent à les encourager à la soutenir ou à les attiser. Relativement souvent, et ce jusque dans les années 1980, les problèmes du continent devinrent l’excuse nécessaire pour les contestations entre les grandes puissances dans la « Guerre Froide », un conflit politico-idéologique déguisant une lutte féroce pour le contrôle des mêmes richesses naturelles rencontrées sur le continent africain que celles qui avaient apporté le colonialisme dans un premier temps. L’Angola et le Congo (Zaïre) incarnent cette ruée pour le contrôle et l’influence.

3. Les médias à l’heure de l’indépendance et après l’indépendance

Alors que les origines et les traditions relatives au journalisme étaient diverses, la radiodiffusion était un héritage direct des autorités coloniales. Bien que dans certains lieux, des intérêts commerciaux privés avaient fait les premiers pas en matière de radiodiffusion⁵, dans la majeure partie des



cas, elle fut introduite comme instrument politique et idéologique direct de l’Etat colonial. Or, au moment de l’indépendance, lorsque les nouveaux gouvernements nationaux héritèrent du système, la radiodiffusion était partout le monopole du gouvernement.

Ainsi, jusqu’à l’indépendance, les Africains n’avaient pu contrôler que la presse qui avait été utilisée comme le seul média de masse pour de la résistance, de l’agitation, de la mobilisation et de l’organisation et pour accéder à l’indépendance. Et même alors, le développement des journaux variait de région à région et selon les diverses expéri-

ences coloniales. Et ces traditions importantes allaient influencer d’une manière ou d’une autre le développement post-colonial de ce média.

Les journaux en Afrique trouvaient leurs origines dans quatre sources : l’Etat colonial ; les colonisateurs européens ; les institutions missionnaires chrétiennes, et les premières élites africaines, ou ce à quoi l’on faisait référence par le terme d’intelligentsia.

En Egypte, les colons napoléoniens introduisirent le journal dans les années 1790, suivis par les colons turcs. Cependant, comme au Maghreb, des initiatives locales suivirent rapidement l’introduction étrangère. La presse fut, par exemple, introduite par les colons européens où de telles communautés étaient installées (Algérie, Angola, Kenya, Mozambique, Rhodésie et Afrique du Sud). Il fut généralement introduit tardivement sur les territoires français, par des entrepreneurs français. Lorsque le premier journal africain parut dans les colonies françaises en Côte d’Ivoire en 1935, les Africains des colonies anglaises voisines avaient dirigé des journaux depuis déjà 80 ans.

En Afrique anglophone, la ville du Cap fut la pionnière avec la *Cape Town Gazette* en 1800, et fut rapidement suivie au Sierra Leone par la *Royal Gazette* en 1801, lancée par Charles Macarthy, un gouverneur colonial britannique, le même homme qui introduisit pour la première fois la presse au Ghana (alors la Côte d’Or). Plus qu’ailleurs à l’exception de l’Afrique du Nord, les Africains de l’Afrique de l’Ouest anglophone reprirent rapidement le journal et publièrent pour des lecteurs africains. Ainsi, au Ghana, en Gambie, au Liberia, au Nigeria ou au Sierra Leone, aucun investissement étranger dans la presse n’avait été réalisé jusqu’aux années 1950. Lorsque le Ghana accéda à l’indépendance en 1957, cela faisait exactement 100 ans que le premier journal africain avait été lancé dans ce qui était alors la Côte d’Or.

Au moment de l’indépendance, la structure de la propriété et du fonctionnement de la presse était dans une large mesure similaire à celle connue pendant la colonisation. L’industrie de la presse en Afrique de l’Est et en Afrique australe était dominée par les grandes sociétés des colons Européens. En Afrique de l’Ouest anglophone, où les Africains avaient été à la tête de la presse pendant toute la

période coloniale, le premier investissement étranger majeur fit son arrivée en 1950 sous la forme du Groupe de Presse Mirror de Londres et lança des journaux au Ghana, au Sierra Leone et au Nigeria. Ainsi, dans ces endroits, la presse consistait en un mélange d’un grand nombre de petites publications politisées gérées par les organisations politiques nationalistes et des membres de l’élite d’un côté, et les *journaux de grande diffusion des grandes entreprises étrangères de l’autre⁶.

Dans un certain nombre de pays, en partie dans la zone francophone avec des pays comme le Rwanda, le Burundi, le Congo (Brazzaville), le Tchad, le Bénin (alors le Dahomey), le Burkina Faso (alors la Haute-Volta), la République centrafricaine et la Mauritanie, il n’y avait pas de quotidiens. Les quotidiens émergèrent après l’indépendance, même dans des pays comme le Togo et le Mali. Pour la majeure partie de cette zone, le secteur de la presse écrite était contrôlé par des entrepreneurs français. Les efforts de publication locaux étaient récents, relativement jeunes et restreints, de telles initiatives apparaissant au Sénégal et en Côte d’Ivoire dans les années 1930.

Par conséquent, le secteur de la presse sur le continent au moment de l’indépendance était, d’un point de vue général, un secteur dans lequel les capitaux des étrangers ou des colons européens contrôlaient les journaux à grande diffusion, et les Africains, lorsqu’ils étaient présents dans le secteur, se contentaient de petits journaux à la diffusion limitée mais disposant d’une influence cumulée considérable en tant qu’organes politiques. Ainsi, la publication de journaux comme tradition industrielle, et leur lecture en tant que pratique sociale, était pour la majeure partie

CITATIONS

C’est au cours de l’ère post-coloniale qu’une presse soit disant libre a émergé. Mais c’est une contradiction que de conserver la notion de presse libre lors qu’il s’agit d’une presse exclusive. La presse ne peut être libre si elle exclut l’expression, l’expérience et l’opinion des femmes.
– Patricia McFadden, journaliste, 1998

récente ou relativement jeune en Afrique à la fin de l’emprise coloniale. La tradition de la presse contrôlée par des Africains, très bien connue de la population éduquée, était une tradition d’agitation, le même journalisme de confrontation partisan et de croisade qui caractérisa l’histoire de la presse en Europe et en Amérique. D’un autre côté, la tradition de la presse européenne ou des colons étrangers avec laquelle les Africains étaient familiarisés était une presse qui représentait les intérêts coloniaux et s’opposait à la liberté de l’Afrique.

Un impact de chacune de ces traditions était que les compétences journalistiques professionnelles étaient faibles, et dans la quasi totalité des pays, seuls quelques journalistes formés étaient capables de répondre aux défis dont l’indépendance avait besoin. La forte demande en journalistes fut également générée par l’expansion rapide des structures de médias de masse à mesure que les gouvernements mettaient en place des agences d’information nationales et des départements de services d’information, et développaient les services de radiodiffusion. La majeure partie de cette demande fut satisfaite grâce à des programmes de formation sponsorisés par les anciens Etats coloniaux, à la fois dans les pays et dans les métropoles coloniales.

Cependant, après quelques années d’indépendance, les sociétés de journalisme étrangères ou coloniales n’existaient de dans très peu d’endroits : principalement au Kenya et en Afrique du Sud. Toute, ou du moins la majorité d’entre elles étaient parties – forcées à quitter le pays – ou avaient été nationalisées pour servir d’organe public. Partout, à l’exception de cas isolés comme le Nigeria – hormis au Kenya et en Afrique du Sud – le nouvel environnement de la presse du Nord au Sud se composait de monopoles de l’Etat ou du gouvernement. Les principaux journaux ou les journaux dominants dans un pays étaient désormais les organes du parti au pouvoir et des publications nationalisées. Ce régime de la presse accompagnait habituellement l’imposition de régimes politiques unipartistes. Cependant, le Kenya, une fois de plus, qui avait

L’utilisation de la radio pour promouvoir la santé publique, comme les campagnes d’immunisation et la lutte contre les problèmes de santé endémiques comme l’onchocercose, était remarquablement efficace

décrété un système unipartiste peu de temps après l’indépendance, autorisa l’investissement de capitaux privés aux côtés des sociétés du parti et de l’Etat.

Cette réalité de la presse signifiait le monopole de l’espace de libre expression par le gouvernement, une indication d’un passage sous silence généralisé des points de vue opposés et de la différence d’opinion. Même dans un pays comme le Liberia, qui n’avait ni décrété un Etat unipartiste, ni mis en place de domination par la presse du parti au pouvoir, une longue tradition de passage sous silence ralentissait le développement d’une presse pluraliste.⁷

Très peu de gouvernements allaient décréter l’interdiction absolue de la presse privée. Mais partout où elle existait, la presse privée survivait de manière précaire en raison des interférences constantes par l’Etat et de la franche répression.

Lors de la décennie d’indépendance, à la fin des années 50 jusque dans les années 60, la totalité de la radiodiffusion était publique, ayant été héritée telle quelle par les administrations coloniales qui avaient essentiellement développer ce système pour servir d’extension au contrôle politique et idéologique impérial, ou d’outils de propagande directe aux moments des guerres entre les différentes puissances impériales. Pendant la colonisation, la radio était le monopole de l’Etat, et le resta après l’indépendance. Et ce statut et le fait qu’elle n’était pas accessible au peuple et aux points de vue contraires ou en contradiction n’était pas contesté, pas même par les forces de l’opposition. Par conséquent, la différence d’opinion était inconcevable, à la radio du moins. Cela s’avéra par conséquent un instrument utile et efficace aux mains des gouvernements post-coloniaux de toute forme, permettant de facilement passer sous silence tout autres points de vue que ceux de l’administration. Ainsi, dans de nombreux cas, il devint facile d’utiliser la radiodiffusion comme l’organe exclusif du parti au pouvoir invariablement unique, et, ultimement, au service du chef du parti et de la nation.

L’organisation était habituellement placée directement

sous la responsabilité d’un ministère de l’Information et de la Radiodiffusion, et donc dirigée par le ministre en question. Le responsable administratif pouvait être un directeur ou un directeur général habituellement nommé par le président du pays, la totalité du personnel étant par conséquent composée de fonctionnaires.

Pour généraliser, la politique de radiodiffusion se basait sur ce que les gouvernements considéraient constituer les objectifs nationaux critiques. Ces objectifs étaient les suivants : forger l’unité nationale et l’identité nationale ; le développement, quelle que soit la manière dont il était défini ; et, en plus pour les Etats panafricains les plus radicaux, le soutien aux luttes contre le colonialisme en d’autres lieux. Il s’agissait généralement d’une politique qui plaçait les politiques à la tête de la pratique de la radiodiffusion.

Partout, une rapide expansion de la radiodiffusion suivit l’indépendance. Cette technologie se caractérisait par une transmission fortement répandue sur les ondes courtes, et des extensions des services de rediffusion câblée avant que les postes de radio transistor ne deviennent plus courants et relativement abordables. Ces plans amélioraient la portée de la radio sur des territoires importants pour couvrir la totalité des populations d’un pays, ou du moins la majeure partie d’entre elles, favorisant ainsi le développement d’un nouveau sentiment d’appartenance à la « nation ». L’objet de l’inclusivité et un sens d’intégration culturelle dictaient son expansion dans un nombre de langue aussi important que possible. Quand bien même les sociétés de radiodiffusion se concentraient dans la capitale, la quasi-totalité de chaque gouvernement post-colonial avait pour priorité d’étendre la radiodiffusion et son accès par les populations.

De nouveaux transmetteurs et équipements furent installés, de nouveaux studios furent construits, et un nombre important de personnels employés et formés, habituellement avec l’assistance technique des organisations des services publics de l’ancienne puissance coloniale, ou de pays comme le Canada et les Pays-Bas.

En pratique, la radiodiffusion post-coloniale a cependant été utilisée dans les premières années de l’indépendance

Il semblait que la construction de l’Etat post-colonial sur les fondations posées par le colonialisme était une tâche impossible

pour toute une série d’utilisations du service public qui allaient apporter des contributions aux objectifs de développement. Quasiment partout, la radiodiffusion éducative était considérée comme importante et la radio été utilisée pour les programmes d’alphabétisation des masses, et comme support supplémentaire ou classes à distance pour les programmes des écoles primaires et secondaires. Ces dernières utilisations, ainsi que leur soutien aux travaux d’extension agricole et au développement rural dans son ensemble, empruntèrent aux modèles européens précédents voire même contemporains en Europe, au Canada et ailleurs. De la même manière, l’utilisation de la radio pour promouvoir la santé publique, comme les campagnes d’immunisation et la lutte contre les problèmes de santé endémiques comme l’onchocercose, était remarquablement efficace.

Les objets politiques de la radiodiffusion s’exprimèrent dans la mise en place de services externes. Radio Cairo en Egypte fut une pionnière de ce genre pour l’Afrique, ses services commençant dans les années 1950. L’objet principal des services externes, qui utilisaient des transmetteurs à ondes courtes puissants avec des portées à longue distance, était de promouvoir les mouvements anti-colonialistes ou anti-impérialistes. Et le financement de ces stations par de nombreux gouvernements fut un devoir pendant les luttes anti-colonialistes ou anti-apartheid. La diffusion de ces services ciblait donc les colonies portugaises et le régime d’apartheid en Afrique du Sud. La radio égyptienne était au départ dédiée aux Arabes qui luttait contre le colonialisme, comme les Algériens qui luttait contre la France, mais son service s’étendit en direction du Sud pour les missions anti-colonialistes sur le continent. Un autre bon exemple de ceci fut Radio Tanzania Dar es Salaam, qui accordait gratuitement du temps d’antenne aux mouvements de libération d’Afrique australe, chacun d’entre eux disposant de structures de formation militaires dans le pays pour radiodiffuser aux auditeurs dans leurs propres pays. Ceux qui en bénéficièrent furent le FRELIMO (Mozambique), l’ANC et le PAC (Afrique du Sud), le SWAPO (Namibie), et le ZANU et le ZAPU (Zimbabwe).

Les services commerciaux de ces systèmes publics étaient quasiment inconnus avant les années 1970. Avant cela, on observait des cas isolés d’initiatives par des stations publiques des gouvernements régionaux de la fédération nigériane. Et même alors, l’administration fédérale interdisait à ces stations dirigées par la société fédérale de faire de la publicité. Au début des années 70, après l’introduction de la télévision et que le financement des émissions devenait trop contraignant pour les économies, de nombreuses stations firent appel à des services commerciaux.

4. Les crises post-indépendance

Dans les années 70, les promesses d’indépendance pour la paix, la liberté, la justice et le progrès social – les fondations de la lutte contre le colonialisme – étaient partout subverties par des renversements politiques et socio-économiques. Il semblait que la construction de l’Etat post-colonial sur les fondations posées par le colonialisme était une tâche impossible. Parmi les facteurs importants, nous pourrions également considérer le poids considérable du manque d’expérience dans la gestion des institutions de l’état et la gouvernance structurée à partir des exemples coloniaux. Le réflexe de réponse des nouveaux gouvernements à la dissidence et à l’opposition, ou aux demandes des citoyens dans des Etats souverains supposés indépendants, était d’avoir recours aux mêmes méthodes de répression que celles utilisées par l’Etat colonial.

Les formes des Etats et de la Gouvernance les plus courantes dans les années 60 étaient les régimes unipartistes ou les dictatures militaires. Le système unipartiste fut adopté à la fois par des régimes conservateurs à orientation capitaliste comme le gouvernement d’Houphouet Boigny en Côte d’Ivoire, le gouvernement de Kamuzu Banda au Malawi et le gouvernement de Kenyatta au Kenya, et par des régimes à orientation socialiste comme le gouvernement de Kwame Nkrumah au Ghana, le gouvernement de Julius Nyerere en Tanzanie et de Samora Machel au Mozambique. Les exceptions en étaient les monarchies au Maroc, au Swaziland, au Botswana ou encore l’ordre féodal impérial vieux de plusieurs siècles

de l’Ethiopie, chacun de ces systèmes conservant un certain contrôle parlementaire. Même alors, l’Ethiopie était plongée dans une explosion de guerres civiles et de dissensions provoquées par la chute, en 1975, de l’Empereur Haile Selassie, détrôné par une junte socialiste militaire autoproclamée.

Peu importait quel précepte idéologique ou quelle vision du monde politico-économique un gouvernement proclamait. Peu importait également de quel côté du camp idéologico-politique international il penchait. Les gouvernements avaient en horreur la dissidence, interdisaient l’opposition organisée ou les expressions alternatives dans la gestion politique et économique de la société. En résumé, le pluralisme politique était découragé du mieux possible. Quand bien même le mépris ou les abus et les violations des droits dominaient généralement les relations entre l’Etat et les citoyens, il faut reconnaître la différence en la criminalité de l’horreur des meurtres de masse des régimes tels que celui d’Idi Amin en Ouganda et de Mengistu Haile Mariam en Ethiopie d’un côté, et l’autoritarisme éclairé plein d’humanité de Kenneth Kaunda en Zambie ou de Julius Nyerere en Tanzanie d’un autre côté.

A la fin des années 1970 et pour toute la fin du siècle, les colonies portugaises qui subsistaient avaient accédé à l’indépendance, et la longue lutte pour la liberté du colonialisme se conclut avec la chute de l’apartheid en 1994. Mais, en particulier dans les années 80, de violents conflits, dont les guerres civiles sont un exemple, faisaient rage avec une telle férocité qu’il semblait que la totalité du continent allait s’embraser. Bien qu’ils prévalaient surtout à l’Ouest et au centre du continent, aucune région n’était épargnée. Cette vague de guerres se caractérisa surtout par leur brutalité, entre autres effets ; leur orientation sectaire et l’émergence de seigneurs de guerre comme forme d’organisation politique ; l’utilisation d’enfants soldats ; et la victimisation répandue et sans précédent des femmes. Par-dessus tout, l’une des caractéristiques les plus importantes était « l’effondrement » de l’Etat post-colonial comme elle est représentée de manière distincte par le cas de la Somalie.

Les conflits politiques étaient, de manière sous-jacente des crises sociales et économiques qui affectaient égale-

ment ces conflits, faisant de l’Afrique un continent malchanceux et sans ressources qui avait besoin de la pitié et de la sympathie du monde.

Les crises économiques se manifestaient dans la pauvreté massive étaient le résultat cumulatif d’une série de facteurs, dont la persistance des structures et des relations économiques de type colonial, que Kwame Nkrumah, par exemple, popularisa dès 1964 sous le nom de « néocolonialisme ». La thèse de Nkrumah peut se résumer de la manière suivante :

« L’essence du néocolonialisme est que l’Etat qui y est soumis est, en théorie, indépendant, et présente tous les signes extérieurs de la souveraineté internationale. En réalité, son système économique et donc son système politique est dirigé depuis l’extérieur »⁸.

Les économies restèrent dépendantes des annexes périphériques du système économique mondial dans lequel leur seul rôle était un rôle d’extraction de matières premières et la dépendance à une culture ou un minerai pour l’exportation. La crise internationale du prix de ces matières premières dans les années 70/80 s’aggrava en raison de l’augmentation du prix du pétrole sur la scène internationale et des crises dans le milieu des années 70. De l’Ethiopie à l’Est au Sénégal et à la Mauritanie à l’Ouest, des sécheresses dévastatrices et d’autres catastrophes (comme des invasions de criquets) ruinèrent le peu qui restait des économies des nouveaux Etats indépendants. La famine frappa dans de nombreux pays, anéantissant des communautés entières. Pour le plus grand nombre, la faim était le pain quotidien. Ce qui était encore aggravé par les dettes énormes aux conglomérats financiers internationaux et aux gouvernements occidentaux.

Pendant ce temps, les conditions externes se nourrissaient des facteurs internes des politiques mal évaluées ou mal dirigées, et de la mauvaise gestion, comme la corruption et d’autres crimes qui devinrent également des caractéristiques de la gouvernance.

A la fin des années 80, la condition de l’Afrique était désespérée dans tous les sens du terme. L’image du continent depuis l’extérieur⁹, telle que projetée par les médias internationaux, était une image de peuples affamés et dans le besoin, qui ne pouvaient gérer leurs affaires, qui n’avaient

aucun contrôle sur leurs vies et qui avaient besoin d’aide. La dépendance à l’aide alimentaire internationale est devenue, depuis les années 70, une source critique pour nourrir de larges populations dans de nombreux pays jusque dans le XXI^e siècle.

Le résultat général est, contrairement à l’Asie, qu’aucun pays n’a, depuis l’indépendance, réussi à se sortir du cycle et de la marmite du sous-développement, à se redresser et à déterminer ses propres politiques et programmes de développement. A la fin des premières années du XXI^e siècle, par exemple, la plupart des gouvernements du continent dépendaient de subventions substantielles de l’aide internationale pour leurs budgets financiers annuels, pour leurs dépenses récurrentes et pour leurs programmes de développement.

Il est évident que les quelques progrès réalisés dans les premières années de l’indépendance, comme l’augmentation du taux d’alphabétisation, furent virtuellement annihilés par tous les facteurs et toutes les forces qui firent obstacle au progrès ou militèrent contre celui-ci. Avec un tel tableau, il est tentant de ne voir que le côté sombre de l’Afrique, et de déclarer la situation du continent « désespérée », comme n’hésita pas à le faire le magazine l’*Economist* en 2002.

Les réponses principales à cette situation difficile, survenant entre le milieu et la fin des années 80, étaient à la fois internes et externes. La réponse des puissances financières et économiques internationales consista en l’introduction et l’imposition des Politiques d’Ajustement Structurel néolibérales, menées par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International. Les politiques d’Ajustement Structurel, pour faire simple, recommandaient des relations et des structures économiques de marché hors réseau dans lequel les rôles de l’Etat et des structures publiques étaient découragés et supprimés. Il s’agissait d’une revitalisation du capitalisme en tant que paradigme pour le développement. Par conséquent, ses prescriptions devinrent les conditions pour l’aide et la fondation de toutes les politiques économiques.

La composante politique du paradigme néolibéral, par lequel les économies africaines allaient devenir plus ouvertes à l’entrée de capitaux étrangers, était la prescription – également formulée comme condition pour l’aide –

de réformes politiques institutionnelles et l’adoption de formes de gouvernance libérales démocrates. Un élément particulièrement central était l’exigence de la liberté de la presse. Toutes ces exigences politiques – pour des réformes politiques, les droits de l’homme et les valeurs qui en découlent, comme la liberté d’expression – étaient déjà des exigences au programme d’un mouvement social grandissant des forces sociales populaires pour la démocratisation sur le continent.

Au cours des années qui suivirent l’indépendance, il n’y a jamais eu de manque ou de fin aux protestations populaires à l’encontre des gouvernements non démocratique, de l’injustice ou des difficultés économiques, ni à son opposition ou à sa résistance. Le mouvement étudiant était une expression majeure de désobéissance civile contre les gouvernements non démocratiques au cours des années 70. Les conflits du travail n’ont jamais cessé, bien qu’ils ne furent jamais aussi militants qu’ils le furent au cours des luttes anti-colonialistes, de nombreux syndicats ayant été cooptés par les systèmes politiques unipartistes ou affaiblis par de mauvaises conditions économiques.

A la fin des années 1980, une fois de plus dans le cadre d’un mouvement de réformes démocratiques populaires internationales – quoiqu’il ne s’agisse pas nécessairement de la conséquence des mouvements qui ébranlèrent l’Union Soviétique et l’Europe de l’Est – des coalitions de forces générales exigeaient une démocratisation sur tout le continent, défiant les dictatures militaires et les dictatures extrêmement autoritaires ou unipartistes indélogeables.

Des réformes constitutionnelles, des processus électoraux, des organisations multipartites et des structures parlementaires étaient envisagés, développés, débattus et adoptés avec des résultats très variables. Les mouvements populaires manifestèrent toute une série d’expressions politiques. Mais dans l’Afrique de l’Ouest francophone par exemple, ils manifestèrent peut-être les exemples les plus proches d’assemblées nationales populaires et qui firent tomber des dictatures (au Bénin et au Mali) ou affaiblirent considérablement – pour un temps bien entendu – les autocraties (Côte d’Ivoire et Burkina Faso) et les tyrannies

A la fin des années 1980 ... des coalitions de forces générales exigeaient une démocratisation sur tout le continent

(Togo) indélogeables et les forcèrent à faire d’importantes concessions.

Sans la quasi-totalité des pays sauf dans ceux de l’Afrique du Nord et du Maghreb, l’expression et le résultat les plus visibles des exigences populaires pour la démocratie à partir de la fin des années 80 jusqu’aux années 90 consistèrent en l’émergence des

médias privés, en fait la lutte contre le monopole des médias publics et l’imposition populaire d’un pluralisme des médias. Et le résultat politique, social et culturel le plus significatif de ce développement fut l’émergence d’un journalisme privé, dirigé et diffusé de manière privée. Au moment où l’ONU approuva, par l’intermédiaire de l’UNESCO¹⁰, ce développement historique en faveur de la démocratie, cet ordre des choses avait été accepté. La totalité ou la quasi-totalité des constitutions dans lesquelles la nouvelle situation des médias apparaissait adoptèrent des articles et des clauses garantissant divers degrés de liberté de la presse et de liberté d’expression. Les assemblées populaires des pays francophones firent apparaître de façon particulièrement visible l’institution de ces libertés dans les constitutions¹¹.

Une combinaison de facteurs et de développements furent à l’origine de l’atmosphère de soumission qui marqua le paysage des médias sur le continent pour les trois décennies qui suivirent l’indépendance. Sur la base des hypothèses que l’unité et le développement national nécessitait l’accord total et uniforme des populations, les gouvernements d’après l’indépendances proposèrent que des médias pluralistes, tout comme une situation politique pluraliste, comprenant des voix d’opposition et de dissidence, feraient obstacle au progrès et inviteraient à la rancœur et à la désunion. La logique était qu’il ne fallait qu’une voix. Pour forcer le respect, les nouveaux gouvernements disposaient de ressources légales toutes prêtes tirées des lois coloniales auxquelles ils pouvaient avoir recours.

Si ce raisonnement s’appliquait à toutes les tendances idéologiques politiques, pour ces Etats qui avaient adopté le « socialisme » comme structure politique et économique de l’organisation sociale et du développement économique, l’exemple de l’uniformité des médias qui prévalait en

Union Soviétique ou dans d’autres systèmes socialistes était une source d’inspiration et d’émulation. Cependant, hormis cela, un raisonnement plus insidieux et caractéristique des dictatures militaires consistait en une attitude raisonnable ainsi qu’en une suspicion nerveuse à l’égard de la liberté d’expression. Quel que soit le système politique de l’Etat, le paysage des médias post-coloniaux généralement défini comme étant d’un type « autoritaire », était le produit institutionnel logique des situations politiques sur le continent.

5. Conclusion : les nouveaux défis

L’héritage de l’ère coloniale, ainsi que les développements post-coloniaux brièvement présentés ci-dessus, se combinèrent pour imposer au pluralisme émergeant des médias des opportunités importantes ainsi qu’un grand nombre de limites et de menaces. Pour commencer, la force des innovations techniques dans le domaine des technologies de communication, progressivement, puis rapidement au cours de la période dont il est question, firent des réformes de la propriété et de l’accès un impératif auquel l’Etat s’opposait, sans espoir à la fin. D’un point de vue politique, les développements sociaux localement et les tendances internationales signifiaient que l’Etat monopolisait l’espace de la parole et l’espace public avec des risques énormes sur le court terme ou le moyen terme. Les réformes qui touchèrent la majeure partie de l’Afrique ne pouvaient par conséquent être totalement contenues pendant beaucoup plus de temps lorsqu’elles se présentèrent.

Les questions politiques continuent à confronter les défis du développement des médias aujourd’hui. Mais un certain nombre d’autres questions critiques subsistent pour la société, dont les principes économiques, techniques et culturels fondamentaux. Des zones importantes du continent restent éloignées du mouvement vers l’avant du pluralisme des médias. L’Afrique du Nord en général est, en tant que région, en retard dans le développement du progrès. Il faut noter que ces pays qui continuent à occulter le pluralisme des médias font également partie du lot où la liberté d’expression et l’espace public sans retenue pour l’expression politique et culturelle font l’objet de contraintes ou de

répressions sévères. Hormis cela, dans la plupart des pays, une structure légale doit encore être conclue pour permettre une avancée supplémentaire sur la progression réalisée pour supprimer ou éviter les contraintes avec des effets défavorables au développement des médias et à la liberté d’expression par leur intermédiaire. Les décennies de contrôle par l’Etat et de monopole des médias réprimèrent de manière considérablement le développement des ressources humaines pour la gestion des médias. Les médias privés émergeants se trouvèrent confrontés à une exigence importante en matière de personnel dans tous les domaines du travail et de la gestion des médias. De même pour la période suivant immédiatement l’indépendance, les opérations de secourisme furent initiées par le gouvernement qui développa des programmes de formation pour former les nouveaux journalistes. Même alors, la croissance de ces nouveaux médias semblait être trop rapide pour la portée de cette réponse de la part de la communauté de donateurs. En conséquence, les nouveaux médias privés ont passé plus de temps à essayer des surmonter de graves problèmes de qualité professionnelle et de capacité de gestion. Les implications des défis professionnels disposent de ramifications pour les plus immédiates, dont la propension à avoir des démêlés avec la justice, comme cela est exemplifié par le débordement de litiges diffamatoires de tous côtés. Une partie des problèmes les plus critiques et les plus insolubles hérités du passé ou découlant des structures politiques actuelles qui font obstacle au développement des médias, est d’un caractère économique. Une caractéristique importante, quasi universelle, des médias privés lors de leur émergence à la fin des années 80, était qu’ils se développaient à partir de capitaux réduits. Une fois de plus, le Kenya, le Nigeria et l’Afrique du Sud se détachent des très rares exemples d’environnements médiatiques disposant d’entreprises substantiellement importantes derrière l’industrie de la presse. Encore, comme pour ce qui était la mission de la presse au cours de la période coloniale, la nouvelle presse privée était alors quasiment essentiellement développée pour promouvoir l’agitation en faveur de la démocratisation ou des réformes politiques. Cependant,

la légère différence était que cette fois, ils n’étaient pas dominés par des partis politiques. La faible base économique des nouveaux médias reflétait l’échec général des économies à développer depuis l’indépendance des classes sociales disposant de capitaux suffisants pour investir dans tout aspect de l’industrie permettant de contribuer à un changement social important. L’environnement économique faible avaient diverses implications à tous les niveaux. Les faibles revenus et la pauvreté générale des masses se traduisaient en un accès limité. Un secteur commercial et de la publicité peu développé est un signe de faible développement industriel et commercial qui limite la croissance des médias. Dans une telle atmosphère, la concurrence est considérable et est une question de vie ou de mort quasiment instantanée. Combinés avec de mauvaises infrastructures, comme des problèmes grave d’énergie (électricité), de mauvais systèmes de télécommunications, de mauvais réseaux routiers, les facteurs économiques de la production de médias se révèlent être un problème qui sape le pluralisme et la viabilité des médias. Bien entendu, la concurrence dans un système de marché incite la « survie du plus fort » et produit, dans la masse, quelle que soit la faiblesse des conditions générales, des entreprises individuelles capables de continuer la production et de développer des monopoles ou des semblants de monopoles. Mais les conditions économiques critiques qui se confrontent au développement des médias dans la majeure partie des économies en Afrique à l’heure actuelle tendent à créer des terrains favorables à l’intervention de forces ayant le potentiel de

déformer l’indépendance des propriétaires de médias et du journalisme dans l’espace politique et culturel. Les sources de ces menaces au développement de médias indépendants et du journalisme dans bon nombre d’endroits du continent à l’heure actuel semblent se composer de politiciens, d’organisations religieuses, et parfois d’intérêts commerciaux d’origine douteuse. Il est important d’observer également que la nouvelle atmosphère des médias a été une condition importante pour la pénétration plus large en Afrique d’entreprises médiatiques étrangères. En effet, le seul média dominant et accessible aux audiences africaines larges au-delà des frontières sont les géants des médias internationaux des anciennes capitales coloniales, en particulier les systèmes publics supportés par l’Etat comme la BBC, RFI, Voice of America, Deutsche Welle et d’autres encore. La SABC est regardée dans de nombreux ménages africains hors de l’Afrique du Sud, mais son influence n’a rien à voir avec le reste de ces systèmes. Il est impossible de prédire qu’un média privé africain pourra atteindre d’autres pays comme ceux-ci le font. Etant donné que les conditions économiques des établissements de médias privés au niveau national soulèvent des questions critiques de survie et de pérennité pour supporter la culture démocratique et les progrès sociaux et culturels, il est pertinent de se demander si l’industrie des médias en Afrique ne se présentera pas comme une nouvelle frontière pour un contrôle extérieur. Les implications culturelles d’un tel développement pourraient être complexes et coûteuses d’un point de vue politique.

Notes de fin de chapitre

- 1

Kwesi Armah, (2004) Peace Without Power: Ghana’s Foreign Policy 1957—1966. Accra, Ghana Universities Press, p.58.
- 2

Kwesi Armah, ibid. Les participants se composaient de nombreux nationalists qui allaient devenir des dirigeants des gouvernements de leurs pays, comme Kamuzu Banda au Malawi, Tom Mboya au Kenya, Patrice Lumumba au Congo, ou des intellectuels proéminents du mouvement
- 3

de libération de l’Afrique comme Frantz Fanon qui représentait le Front de Libération National Algérien (FLN). Les suspicions de complicité collective de l’Occident dans l’entravement du mouvement d’indépendance allaient encore être renforcés lorsqu’en 1965, les Etats-Unis utilisèrent leur droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour la seconde fois seulement, au

sujet de la déclaration d'indépendance illégale de la Rhodésie.

- 4 Le gouvernement de Kwame Nkrumah fut abolit en 1966, moins de 10 ans après l'indépendance du pays. Cela suivait d'un mois un autre coup d'Etat sanglant au Nigeria. Mais la première intervention politique en politique pour détrôner un gouvernement un an après l'indépendance du Ghana, au Soudan, et deux ans après la propre indépendance du pays. Après la succession de gouvernements militaires des années 60 commença en 1965 en Algérie. Pour des exemples d'études contemporaines sur le phénomène d'intervention militaire, voir : Claude E. Welch, Editor (1970) *Soldier and State in Africa. A Comparative Analysis of Military Intervention and Political Change*. Evanston, Northwestern University Press; et, Ruth First (1970) *The Barrel of a Gun. Political Power in Africa and the Coup d'Etat*. London, The Penguin Press.
- 5 Cela était le cas dans des pays comme l'Algérie, l'Égypte, le Kenya et le Maroc. Voir par exemple : Sydney Head (Editor), 1974. *Broadcasting in Africa. A Continental Survey of Radio and Television*. Philadelphia. Temple University Press.
- 6 Le groupe Mirror développa le *Daily Graphic* à Accra, le *Daily Mail* à Freetown, et acheta le *Daily Times* à Lagos. La pénétration de la société britannique sur le marché ouest africain entraîna une forte opposition basée sur des accusations que les journaux avaient été développés pour servir « les intérêts impérialistes ». L'opposition qui fut la plus durable fut une campagne de boycott au Ghana, sur laquelle vous pouvez consulter : Kwame Karikari, 'The "Anti-white press" campaign: the opposition of the African press to the establishment of the *Daily Graphic* by the British Mirror Newspaper Company in Ghana, 1950.' *Gazette* 49: 21.
- 7 Pour un bon aperçu du développement des médias au Libéria, voir : Carl Patrick Burrowes (2004) *Power and Press Freedom in Liberia, 1830-1970. The Impact of Globalization and Civil Society on Media-Government Relations*. Trenton, N.J. Africa World Press, Inc. Pour des exemples sur l'histoire générale de la presse en Afrique, voir : William A. Hachten (1971) *Muffled Drums. The News Media in Africa*, Ames, The Iowa State University Press.
- 8 Voir Kwame Nkrumah (1965) *Neo-colonialism: The Last Stage of Imperialism*, London, Panaf Books. La thèse de Nkrumah's était que la pauvreté et le malheur de l'Afrique était perpétués par le contrôle des économies des anciennes colonies par une série de monopoles d'intérêts capitalistes internationaux, et que la solution, pour l'Afrique, résidait en l'unité et le contrôle des ressources par le continent. Cependant, lorsque l'ouvrage parut pour la première fois, il outragea tellement le Département d'Etat Américain que le gouvernement américain de Lyndon Johnson protesta et retint une aide de 35 millions de dollars.
- 9 L'image de l'Afrique telle qu'elle était représentée par les médias internationaux (en particulier les médias européens et américains) est une réalité bâtie sur un ensemble de fondations idéologiques, politiques, historiques et culturelles aussi anciennes que l'histoire des relations entre le continent et le monde extérieur. Une étude utile sur la couverture par les médias américains des sujets africains au cours de la période à l'étude est : Beverly G. Hawk, Editor (1992) *Africa's Media Image*, New York, Westport and London, Praeger Publishers.
- 10 La Conférence de l'UNESCO sur la Promotion du Pluralisme des Médias en Afrique, qui eut lieu à Windhoek, en Namibie, en mai 1991, s'ensuivit d'une déclaration qui soutenait le mouvement pour la liberté de la presse et le pluralisme de la presse.
- 11 Pour une évaluation du développement des médias privés en Afrique de l'Ouest francophone au cours de cette période, voir : W. Joseph Campbell (1998) *The Emergent Independent Press in Benin and Cote d'Ivoire*, Westport, Connecticut and London. Praeger Publishers

2

DEUXIÈME PARTIE

Afrique de l'Ouest – Anglophone



PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

Un journaliste investit d'une mission : **Kenneth Best du Libéria**Par **JEDDI MOWBRAY ARMAH**

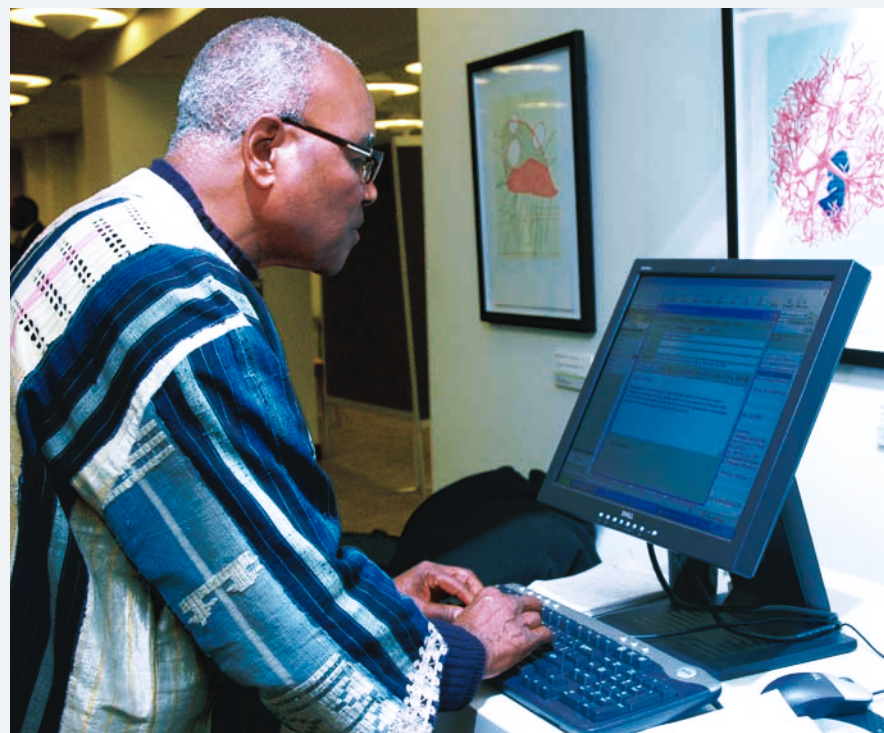
A 68 ans, l'extraordinaire Kenneth Yarkpawolo Best travaille toujours aussi passionnément comme journaliste pour un minimum de 10 heures par jour.

Le vénéré journaliste – un diplômé de la Columbia Graduate School of Journalism – est toujours profondément engagé dans le travail éditorial au *Daily Observer* – journal qu'il avait, 26 ans auparavant, établi comme premier quotidien indépendant du Libéria.

Best considère son travail comme un mandat « qui consiste à maintenir la présence d'une voix indépendante pouvant servir de rempart contre les démons qui détruisent la société ». Ce n'est pas sans peines qu'il est arrivé si loin.

Best a lancé le *Daily Observer* le 19 février 1981, une année à peine après le coup d'État militaire durant lequel le Président William R. Tolbert a été assassiné et 13 membres du ministère sommairement exécutés. Le pays traversa alors une période de tension politique intense. La junte

Jeddi Mowbray Armah a été journaliste de la presse écrite et parlé pendant plus de 13 ans. Il est diplômé de l'Université du Libéria où il a effectué des études en langue et littérature anglaises et il y poursuit ses études en vue d'obtenir une qualification en droit



SANDO MOORE

Kenneth Best fait un reportage à partir du Liberia Partners' Forum à la Banque Mondiale à Washington DC, le 13 février 2007

militaire ne démontra aucune tolérance pour l'attitude critique du journal. En tant qu'éditeur, Best commença à ressentir la poigne impitoyable de la dictature. A quatre reprises il se retrouva en prison et y fut soumis à des traitements dégradants. Et chaque fois, la fermeture du journal s'ensuivait. En certaines circonstances, sa femme, Mae-Gene Best, partageait le sort de son mari car elle était elle-même détenue en des lieux séparés.

En deux occasions, des pyromanes, il s'avéra que c'était des militaires, détruisirent les locaux du journal. Dans un élan anticipatif, se rappelle Best, le gouvernement avait expressément ordonné la fermeture du *Daily Observer* pour une durée de deux ans afin d'éviter qu'il ne s'implique dans les élections qui devaient avoir lieu l'année d'après. Comme on le craignait, les élections furent fortement truquées maintenant au pouvoir l'instigateur du coup d'État



Kenneth Best

... une voix indépendante pouvant servir de rempart contre les démons qui détruisent la société

militaire, Samuel Doe, élu comme premier leader autochtone après le cheptel américano-libérien.

En 1990, Best effectua un voyage d'affaires aux États-Unis et, après avoir été mis en garde, décida de ne pas rentrer au pays – c'était le début de la rébellion armée au cours de laquelle un quart de millions de libériens perdirent la vie. Et, parce que le *Daily Observer* rapportait sans crainte les assassinats systématiques d'individus soupçonnés d'être des collaborateurs rebelles, il devint l'homme à abattre.

En fin de compte, Best transféra le journal vers la Gambie, État de l'Afrique de l'Ouest et, le 11 mai 1992, le lança comme premier quoti-

dien indépendant du pays. Le gouvernement Gambien, dirigé à l'époque par Sir Dauda Jawara, réserva un accueil favorable à cette initiative vu le besoin qu'en avait le pays.

Ce climat apparemment propice pour les médias ne devait pas durer. Durant toute une semaine, le *Daily Observer* réimprima et vendit chaque copie de l'édition qui portait le gros titre : « Coup d'État militaire en Gambie ». Presque chaque Gambien voulait obtenir une copie de cette édition qui reprenait les interviews avec les organisateurs du coup d'État. La junte militaire interpréta cette attitude comme un accueil favorable. Elle se trompait.

Bien plus tôt que prévu, le journal commença à rendre les sentiments du peuple qui désirait un retour du règne démocratique civil. Les militaires ne pouvaient le tolérer. Best fut déclaré indésirable et expulsé du pays.

Albert Porte, célèbre activiste des droits de l'homme, était une source d'inspiration pour Best. Il était son oncle maternel et il avait enduré la persécution sous l'administration Tubman.

PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

Raconter des histoires de l'intérieur : **Soriosis Samura**Par **ELIZABETH BARRATT**

Il peut dire des choses que les médias occidentaux ne peuvent pas. C'est ce qu'affirme Soriosis Samura, le journaliste et réalisateur du Sierra Leone qui vit maintenant au Royaume-Uni.

« Il y a des choses honnêtes que les médias occidentaux devraient et doivent dire au sujet de l'Afrique, mais la rectitude politique les en a empêché ».

« Si vous êtes noir et que vous avez tort, cela devrait être dit. C'est l'avantage que j'ai, parce que maintenant, je peux dire des choses qu'ils ne peuvent dire parce qu'ils ne veulent pas être fichés comme racistes ou que l'on disent d'eux : pour qui se prennent-ils ? » a déclaré Samura à l'Oberser (RU) l'année dernière.

C'est pourquoi il pouvait discuter de la question controversée de savoir si la promiscuité sexuelle masculine était la cause de l'épidémie de VIH en Afrique, dans *Living with Aids* (2005).

Samura est né à Freetown, au Sierra Leone, en 1964. Il commença à travailler dans le théâtre,

Elizabeth Barratt est l'une des rédactrices en chef du *Star*, un journal de Johannesburg en Afrique du Sud, et est la secrétaire générale du Forum des Editeurs Africains



RORY PECK TRUST

Soriosis Samura, le réalisateur du Sierra Leone dont les documentaires primés ont été diffusés dans le monde entier par la CNN

mais apprit rapidement l'art du film vidéo et commença à travailler en tant que journaliste.

Il est mieux connu pour les documentaires *Cry Freetown* (1999) – qui provoqua l'horreur sur la scène internationale en raison de ses images sur la brutalité de la guerre civile dans son pays natal, et sur les enfants soldats enrôlés) – et *Exode* (*Exodus from Africa*, 2001).

Plus récemment, il fut consultant pour le film *Blood Diamonds*, réalisé après avoir produit *Blood on the Stone*, dans lequel il retourne au Sierra Leone pour

documenter le conflit du commerce diamantaire.

Lors d'un reportage pour la CNN sur *Exode*, Samura expliqua pourquoi il franchissait la limite du reportage objectif en s'impliquant personnellement en tant que personnage dans ses documentaires, et ce à quoi il arrivait en filmant « de l'intérieur » :

« J'ai toujours pensé que pour que l'on puisse comprendre et ressentir ce que c'est, il fallait mieux le vivre.

« Et pendant que nous étions là-bas, dans le désert, je n'arrivais vraiment pas à croire que, vous

Cela ne m'attire pas de problème parce que je suis un Africain

savez, il y ait quoi que ce soit qui puisse pousser un être humain à vouloir faire ce voyage. C'était... C'était vraiment incroyable. »

De la même manière, dans *Living with Illegals*, Samura parcourut des milliers de kilomètres avec des aspirants migrants qui voulaient travailler en Europe. Commenant au Nord du Maroc, il traversa l'Espagne et la France et passa de l'autre côté de la Manche. Le film fut diffusé sur CNN en août 2006.

Dans un entretien avec open-Democracy.net (en 2004), il parla de ce qui le motivait dans son travail : « J'avais toujours des tas d'histoires sur le continent – qui, quoi, pourquoi, comment ».

« J'ai grandi au Sierra Leone. Il n'y avait pas de média local digne de ce nom. Nous étions totalement dépendants des médias internationaux comme la BBC et CNN ; je n'ai jamais vu la vision d'ensemble, ni le véritable contexte, dans les reportages sur l'Afrique. Je voulais raconter au reste du monde l'histoire de l'Afrique de l'intérieur. »

Mais il raconte aussi leurs propres histoires aux Africains : « Lors que je

travillais sur *Return to Freetown*, je me rendis à Kono au Sierra Leone, qui était sous contrôle des rebelles.

« Ils avaient déjà vu *Cry Freetown*. Ils n'avaient pas de chaussures, mais ils avaient le satellite. Il avait été diffusé sur CNN – ce soit disant média occidental – ce qui en fait me permit de passer à la télévision en Afrique et me permit de gagner le respect des Africains » affirme-t-il.

« En Afrique, je peux pointer du doigt, je peux blâmer les Africains qui sont responsables ; je peux condamner des gens comme Yoweri Museveni. Cela ne m'attire pas de problème parce que je suis un Africain, et je peux faire la même chose avec l'Occident. »

PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

Résistance des média au Nigéria : cas du *News* et du *Tempo*

Par **ROTIMI SANKORE**

Les régimes militaires successifs au Nigéria partagent une caractéristique commune : la répression des média. En 15 ans de régime militaire, en place depuis 1984, les média indépendants ont subi des pertes sérieuses mais aucun n’a souffert autant que la « presse de la guérilla », ainsi qu’étaient décrits certains magazines hebdomadaires, surtout le *News* et le *Temp*, magazines qui ont vu le plus grand ombre de personnel jeté derrière les barreaux, assassiné ou forcé à prendre la route de l’exil.

De tous les secteurs de la société nigérienne ayant milité en

Rotimi Sankore a travaillé pour les magazines *The News* et *Tempo*. Il était également le Secrétaire fondateur de la Campagne du groupe Journalistes pour les Droits Démocratiques (JODER), et ancien Secrétaire organisateur du Commission de Lagos du Syndicat Nigérien des Journalistes. Il a travaillé pour l’organisation Fédération Internationale des Journalistes et Programme Africain de l’ARTICLE 19, Centre International contre la Censure. Il est présentement le coordinateur du Centre for Research, Education and Development of Rights in Africa (CREDO-Africa). Cet article contient des extraits d’un article plus long auquel l’auteur a contribué en 2000 dans la publication *Media Resistance*

faveur de la fin du régime militaire, les media sont, après les activistes politiques et pro démocratiques , les organisations des droits de l’homme, les syndicats ainsi que les mouvements syndicalistes des étudiants, ceux qui ont payé le plus cher. C’est en raison du fait qu’ils faisaient entendre la voix du dissident dans un pays dépourvu de toute ouverture habituelle à une société démocratique tels le parlement ou les parties d’opposition. Et parce que les média étaient devenus l’arène principale dans laquelle se déroulaient les débats et se reflétaient les opinions des voix pro démocratiques, la classe militaire a naïvement conclu qu’elle pourrait, en écrasant ces média, supprimer le dissident, la critique ou l’opposition.

Les différents régimes ont employé différentes méthodes, mais sans succès. Quand ça ne marchait pas avec la carotte, on avait recours au bâton, aux armes ou au cachot.

Lorsqu’ après un coup d’Etat militaire le général Ibrahim Babangida s’empara du pouvoir, il se rendit cher à de nombreux nigériens par l’attitude amicale qu’il afficha envers les média. L’un de ses premiers gestes fut d’abroger le Décret numéro 4 de 1984 lequel avait été utilisé par le régime précé-

dent sous les généraux Mohammed Buhari et Tunde Idiagbon pour emprisonner deux journalistes du *Guardian* : Tunde Thompson et Nduka Irabor coupables d’avoir, dans l’intérêt public, publié des documents du gouvernement et refusé de dévoiler leurs sources. Babangida leur accorda une clémence officielle. Ce geste, ainsi que d’autres actions moins importantes, tel que se lier d’amitié avec des journalistes et leur offrir des cadeaux à l’occasion de leur anniversaire, donnait l’impression qu’il était un dictateur aimable et bienveillant, si jamais ces qualités existaient dans un dictateur.

Au cours des années 90 cependant – après qu’il eut, à deux reprises, prolongé la date de sa propre transition au terme de laquelle le pouvoir devait passer entre les mains des civils – il devint l’ennemi public numéro un et cela se traduisait dans les critiques incessantes émises par les média. Avant cela, la mort de Dele Giwa, rédacteur en chef du magazine *Newsweek*, l’une des revues hebdomadaires pionnières du Nigéria, mort provoquée en octobre 1987 par un courrier piégé à la bombe, signa le début officielle des hostilités entre les media et le régime Babangida. Peu de temps avant sa mort, le rédacteur

Les différents régimes ont employé différentes méthodes, mais sans succès

avait été faussement accusé par le régime “de chantage et de trafic d’armes”.

En avril 1992, la revue hebdomadaire, *African Concord*, porta un coup fatal à la junte Babangida à travers un “rapport spécial” dénonçant les combines politiques et économiques du régime ainsi que leurs conséquences tragiques sur le pays.

Alerté par ses agents, le régime saisit le premier tirage qui se chiffrait à 80 000 copies. 200 policiers conduits par des soldats ainsi que des officiers militaires attaquèrent les locaux du Concord Group of Newspapers, jetèrent à la rue les 300 membres du personnel et posèrent les scellés aux bureaux.

Afin d’éviter une interruption permanente de ses publications s’attirant ainsi l’hostilité du gouvernement sur ses autres intérêts commerciaux, le défunt chef MKO Abiola, propriétaire du *Group*, demanda à l’éditeur Bayo Onanuga de publier des excuses publiques. Onanuga refusa et préféra donner sa démission. Quatre autres journalistes de l’*African Concord* à savoir Da Dapo Olorunyomi; Babafemi Ojudu; Kunle Ajibade ainsi que Seye Kehinde, démissionnèrent avec lui.

Ces cinq devinrent les membres fondateurs du magazine hebdomadaire *The News*. Ce dernier constitua la première publication du

groupe qui prit de l’expansion et inclût *Tempo*, *PM News*, un journal du soir, *Tempo Football* et *AM News*, journal national.

The News fut créé en Février 1993 et se basait sur le concept (résumé ci-après): “Maudit sois-tu si tu dis la vérité”. Et même à une époque plus favorable, ce principe était considéré comme risqué. Sous le régime de la dictature il était tout simplement suicidaire.

Au cours du premier mois de la mise en circulation de la publication, trois des rédacteurs fondateurs ainsi qu’un reporter de *The News* durent, sur décision d’un juge du tribunal de première instance situé à Lagos, passer une semaine en prison pour avoir critiqué ce dernier dans un rapport qu’ils avaient publié. Au lieu de se laisser démonter, les journalistes profitèrent de cet emprisonnement pour interviewer en exclusivité le plus grand artiste-interprète africain de l’époque, le musicien radical, Fela Ankulakpo Kuti, qui était détenu dans la même prison. Entre l’amour que vouait le public à Fela et l’admiration que suscitait le courage des journalistes, la publication devint chère à de nombreux nigériens.

En juin 1993, après une parution

Déterminé à ne pas se laisser enterrer, Tempo entra dans la clandestinité et republia un tirage. Son courage fut récompensé par le public qui en achetât encore plus de copies

de quatre mois seulement, *The News* fut interdit par déclaration du gouvernement. Quand l’interdiction fut ignorée et que le magazine poursuivi ses publications, un décret formel pour l’interdire fut énoncé et les bureaux du journal furent placés sous scellés par les militaires.

Ne se laissant pas prendre au dépourvu, les rédacteurs de *The News* étaient de nouveau en activité sous le titre *Tempo* (cette fois-ci), publié par *Bookmate Publications*. Les militaires, soucieux de ne pas se laisser embarrasser par de simples journalistes, répondirent en faisant la chasse et en confisquant le premier tirage du *Tempo* qui s’élevait à 50 000 copies.

Déterminé à ne pas se laisser enterrer, *Tempo* entra dans la clandestinité et republia un tirage. Son courage fut récompensé par le public qui en achetât encore plus de copies. Pour la première fois dans l’histoire du Nigeria, une publication principale battait les records rien que sur la base des ventes et sans aucune publicité.

L’annulation, le 12 juin 1993 des élections par Babangida donna un élan à l’opposition nigérienne. *Tempo* se spécialisait dans les reportages

PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

sur les activités et les interviews avec les leaders ainsi que les activistes de l'opposition ; ce faisant, le magazine assurait la couverture d'événements que la plupart des autres publications n'osaient pas publier. Les agents du gouvernement visèrent les distributeurs et vendeurs de la publication en les rouant de coups et en les arrêtant, et pourtant, les rédacteurs et journalistes du *Tempo* persistèrent. Au moment de l'expiration du Décret sur l'interdiction, le gouvernement ne prit même pas la peine de le renouveler.

L'expérience vécue par le magazine *The News* démontra aux autres journalistes qu'il était possible de publier sans avoir des bureaux permanents soumis à des rafles et, en guise de défi aux militaires, une pléthore de publications virent le jour. L'une d'entre elles fut même appelée *June 12* un défi aux militaires qui avaient annulé les élections gagnées par le chef MKO Abiola, ami d'antan de Babangida, et qui devait plus tard trouver la mort en prison pour avoir persisté à proclamer sa victoire aux élections après leur annulation.

Dans les six mois d'agitation et de protestations incessantes qui firent suite à l'annulation de ces élections, *The News* et *Tempo* devinrent de plus en plus forts. Aux côtés de quelques autres publications

courageuses, le magazine *Tell* en particulier, ils se firent la voix de l'opposition et réfutèrent les mensonges diffusés par les média du gouvernement. Très vite après sa renaissance, *The News* fit un tirage de 100 000 copies qui furent interceptées et confisquées.

Au même moment, les tirages de *Tempo* furent saisis à deux reprises en un mois et pourtant, la demande était si élevée que les rééditions se vendaient quand même au prix de l'original qui, lui était imprimé sur du papier lisse ; cela a contribué à compenser les pertes.

Le gouvernement se fatigua bientôt de faire la chasse aux publications qu'il n'était pas évident de localiser et, dans un effort pour juguler la demande, eut recours à l'impression de fausses éditions. Après une certaine confusion au début, le public fut très vite en mesure d'identifier l'original de l'imitation et les plans du gouvernement tombèrent à l'eau.

Au mois d'août 1993, Babangida fut forcé d'abandonner le pouvoir suite aux protestations des masses, pouvoir qu'il remit aux mains d'un gouvernement civil non élu et dirigé par Earnest Shonekan, homme d'affaires et apologiste militaire. En novembre 1993, quand il devint évident qu'une autre série de protestations organisées par le puissant syndicat pétrolier allait faire tomber le

régime imposé, l'ancien chef du personnel de l'armée de Babangida, le général Sanni Abacha, promu au poste de Ministre de la Défense sous Shonekan, saisit le pouvoir et s'auto-proclama chef d'Etat. Comme Babangida avant lui, Abacha leva les sanctions ainsi que les suspensions imposées aux publications et aux stations de radio, mais cette fois-ci, personne ne fut dupe.

Si Babangida était mauvais envers les media, Abacha lui, fut un cauchemar. Plusieurs publications, y compris celles qui circulaient librement ainsi que 4 journaux nationaux furent bannies au milieu de l'année 1994 ; plus d'un millier de journalistes furent réduits au chômage. En réponse à cette situation, Bayo Onaguga et ses collègues bravèrent l'action du régime et lancèrent l'*AM News* mais c'était pousser un peu trop loin, et bientôt la revue tomba à la suite d'attaques répétées.

Sous Abacha, les media étaient traitées comme une armée ennemie. Les arrestations arbitraires, la détention et la confiscation des magazines n'étaient plus suffisantes. Les hommes de mains d'Abacha introduisirent des tactiques, considérées extrêmes, même en tant que guerre. Les familles des journalistes recherchées étaient régulièrement prises en otage; des attaques étaient menées par des pyromanes ; des actions du style commando ainsi que

des enlèvements étaient organisés; il était devenu courant de voir les journalistes se faire arrêter dans les aéroports ainsi que les postes frontalières. Quand aucune de ces tactiques ne marchait, ces hommes de mains invoquaient de faux chefs d'accusations et recourraient à des procès pour trahison ou assassinat.

En 1995, après avoir effectué des dizaines de rafles et saisi des milliers de copies, le régime décida d'éliminer ou de neutraliser de manière permanente ceux qu'il considérait comme des « journalistes ennemis ». Le rédacteur du magazine *The News*, Kunle Ajibade, se retrouva devant la cour martiale pour avoir soi-disant aidé à organiser un coup d'Etat présumé contre le régime. Trois autres journalistes, Geroge Mbah, Ben Charles Obi et Christine Anyawu travaillant respectivement pour les magazines *Tell*, *TSM* et *Classique* partagèrent le même sort. C'était la toute première fois qu'il était fait mention du crime « de complicité pour acte de trahison ».

Les arrestations eurent lieu après que des articles dans les magazines aient qualifiés de coup monté l'arrestation ainsi que le procès de plusieurs officiers de l'armée pour un coup militaire présumé.

Les procès d'Ajibade et des autres ne durèrent que quelques minutes par personne ; ils furent condamnés à la prison à vie. Ajibade

et ses autres compagnons vécurent l'enfer en prison. Pour éviter d'avoir le même sort, le rédacteur en chef Onanuga ainsi que d'autres entrèrent définitivement dans la clandestinité ou se « retirèrent » dans d'autres pays pour être en sécurité pendant que le personnel continuait « la bataille » .

Les journalistes des « publications ennemies » commencèrent à éviter les établissements du gouvernement après que des correspondants y aient été arrêtés. L'habilitation à la chambre législative, au Ministère de la Défense, à la bourse et d'autres lieux fut simultanément retiré et plusieurs imprimeries commerciales reçurent l'ordre de se garder d'imprimer les magazines *The News* et *Tempo* ainsi que *Tell* sous peine de représailles sévères.

Ne comprenant pas comment les publications et les journalistes pouvaient endurer des persécutions aussi terribles et des pertes commerciales, le régime déclara que les gouvernements étrangers, qui leur étaient hostiles, finançaient les journalistes et mettaient à leur disposition des imprimeries situées au

Ne comprenant pas comment les publications et les journalistes pouvaient endurer des persécutions aussi terribles et des pertes commerciales, le régime déclara que les gouvernements étrangers, qui leur étaient hostiles, finançaient les journalistes

sous-sol de leurs bâtiments.

En 1997, le régime élaborait un décret préliminaire anti-terroriste visant des publications qui présentaient les figures de l'opposition sous un jour favorable. Les publications qui l'ont ignoré étaient tellement nombreuses qu'il ne fut jamais utilisé.

De plus, les personnels des bureaux du

gouvernement s'étaient vus interdire la lecture de toute « publication ennemie » ; tous les ministères du gouvernement, les organes paraétatiques ainsi que les sociétés privées dépendant du gouvernement avaient reçu l'ordre de ne pas faire la publicité de ces magazines. *AM News* fut la première victime de cette politique car il fit faillite une année au moins après avoir commencé ses activités. Ainsi que l'annonça le ministère de l'information, « Nous avons tué *AM News*... et *The News* va bientôt le suivre dans sa tombe » .

Le gouvernement, et même quelques critiques bien intentionnées du *The News* et *Tempo*, les accusaient parfois de publier des articles à sensation et de ne pas vérifier les faits avec le gouvernement avant de les envoyer sous la presse. Dans leur

PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

réponse, ils soulignèrent qu'il était impossible de confirmer des faits avec un régime qui traitait les media comme des ennemis.

Entre 1997 et 1998, période au cours de laquelle le Général Abacha tenta ouvertement de se transformer

en dirigeant civil, 94 journalistes et des employés des media furent plusieurs fois la cible d'attaques individuelles. 32 d'entre eux travaillaient pour le compte de *The News*, *Tempo* et *PM News*.

Au plus fort de la répression, 14 journalistes et employés sur 26 travaillaient pour les magazines *The News*, *Tempo* et *PM News* au sein desquels le nombre de journalistes et employés opérant dans la clandestinité ou en exil était également plus élevé. Pour ce groupe, le chiffre total des éditions imprimées et confisquées surpassait de loin tout autre chiffre jamais observé dans l'histoire du journalisme nigérien. Des quatre journalistes ayant connu la mort dans des circonstances indiquant clairement l'implication du régime, l'un d'eux, Baguada Kaltho, était un corre-

Les affirmations de Biu se révélèrent fausses et firent avorter ce qui semblait être une tentative pour procéder à l'arrestation des rédacteurs de ces magazines pour terrorisme afin de les réduire définitivement au silence

spondent de *The News*. Sur les 23 décrets visant à restreindre la liberté de la presse ainsi que d'expression, des dispositions furent prises qui, pour la moitié d'entre elles, étaient utilisées contre *The News*, *Tempo* ainsi que d'autres publications sœurs.

La mort en juin 1998 et en des circonstances mystérieuses, du général Abacha provoqua des manifestations de joie dans tout le pays. Pour la plupart des gens, elle signifiait une sorte de paix précaire. Mais pour *The News*, *Tempo* ainsi que *PM News* ce n'était qu'une autre étape du cauchemar.

Alors qu'il annonçait vouloir démocratiser le pays en vue de céder le pouvoir en mai 1999, le Général Abdulsalam Abubakar successeur d'Abacha muselait toujours les média. Le 18 août 1998, le Chef de la Force Opérationnelle sur les activités Terroristes, le Commissaire Adjoint de la Police, Zakari Biu, annonça que Bagauda Kaltho, correspondant de *The News* qui était porté disparu depuis février 1996 avait trouvé la mort en posant une bombe qui

avait explosé en Janvier 1996. Il ajouta que les rédacteurs du magazine Bagauda étaient impliqués dans cet attentat à la bombe. Les affirmations de Biu se révélèrent fausses et firent avorter ce qui semblait être une tentative pour procéder à l'arrestation des rédacteurs de ces magazines pour terrorisme afin de les réduire définitivement au silence.

En réponse à une question soulevée en juillet 1999 par un rédacteur du magazine précité, à savoir si la politique éditoriale de ces publications connaîtrait jamais un changement après l'émergence d'un gouvernement civil, le rédacteur en chef du groupe *The News*, *Tempo* et *PM News*, Bayo Onanuga, déclara: « Nos principes demeurent les mêmes ... nous devons rapporter les événements qui se produisent autour de nous le plus fidèlement possible ... les civils peuvent faire des erreurs, ils peuvent trébucher ... mais ils continueront leur apprentissage ... nous devons, avec les autres media nigériens, faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger la démocratie afin qu'elle soit plus forte et que la junte militaire ne revienne plus ... »

PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

William Dixon Colley: héro du journalisme en Gambie

Par MUSA SAIDYKHAN

Comme l'affirme le dicton: « la liberté ne se donne pas sur un plateau d'argent ». La Gambie n'y fait pas exception. Les personnes courageuses qui préparent la voie afin que leurs sociétés puissent bénéficier de la liberté ne mourront jamais. William Dixon Colley – rédacteur célèbre d'un journal et combattant de la liberté – fait partie de cette classe de héros.

Décédé il y a six ans à l'âge de 87 ans, Colley sera à toujours respecté par les Gambiens pour avoir parcouru des sentiers escarpés et cahoteux en vue de préparer le terrain pour que le pays jouisse des libertés journalistiques et autres. Il était, sans aucun doute, le père fondateur du journalisme moderne en Gambie. Dixon était également le pionnier fondateur de la Gambia Press Union, qui, pendant 10 ans, servit de scribe à l'organisation. Il lui a

Musa Saidykhan, journaliste gambien, a écrit et rédigé, en avril 2005, des articles pour plusieurs publications avant de devenir le rédacteur du journal populaire bi-hebdomadaire, *The Independant*. Il est le premier vice-président de la Gambia Press Union et le père fondateur de the Deyda Hydera Foundation for Freedom of Press and Expression. Suite aux menaces qu'il avait reçues, il s'exila avec sa famille

même gratuitement procuré un local pour plusieurs années.

Il a, à un moment où l'ancienne colonie britannique était très peu si pas du tout informée sur la valeur du journalisme, consacré son précieux temps à former et insuffler l'esprit du journalisme aux jeunes gens. Presque toute la presse écrite du pays profita à un moment ou un autre des fruits du travail de Colley. Si l'histoire de Colley n'est pas prise en compte, l'histoire du journalisme en Gambie est incomplète.

Dixon, dont les aptitudes à l'écrit ont été découvertes alors qu'il était encore à l'école secondaire, est né à Banjul, la capitale: il contribuait activement au magazine de l'école. Et, après quelques années passées à enseigner dans son alma mater – la Wesley Boy's High School, à Banjul – Dixon se rendit en Sierra Leone, au Nigeria et plus tard en Europe en 1939. Cette période ouvrit la porte à sa carrière journalistique car il rédigeait des articles pour le *Sunday Observer* à Port Harcourt, au Nigeria.

Alors qu'il était au Royaume



Si ce que vous affirmez est vrai et que vous y croyiez fermement, il faudrait en faire la citation devant une tombe.

– William Dixon Colley

Uni, Dixon s'allia à quelques Africains partisans des droits de l'homme pour créer l'*African Outlook*, forum trimestriel indépendant des Africains. En plus de la rédaction de cette revue, Colley faisait des reportages pour d'autres publications dans le Royaume Uni.

Ayant acquis une riche expérience à l'extérieur, Colley retourna dans son pays en 1962 – principalement pour s'en-

gager dans la lutte pour l'indépendance ainsi que pour encourager l'instauration d'une société bien informée et un environnement propice à l'activité des media. Il devint donc une légende vivante, qui consacrait la majorité de son temps à donner une voix à des Gambiens muets; devoir qu'il accomplit sans compromettre le caractère sacré ainsi que l'éthique du journalisme.

Colley était fondateur et rédacteur des journaux *Africa Nyaato* (*Africa Forward*) et *The Nation*

PERSONNAGES, CAS ET CAUSES

respectivement en 1962 et 1963.

Comme la plupart des journalistes courageux, Dixon a eu sa part de harcèlements de la part de l'État lesquels se sont traduits par des arrestations, la détention ainsi que des inculpations tout simplement parce qu'il était l'auteur d'articles jugés trop critiques envers le gouvernement. Témoin le cas de cet article intitulé « La démocratie de la Gambie est en jeu », qui avait été publié par *The Nation* en 1971. Il gagna un procès contre le gouvernement dans lequel il était accusé de sédition; cet événement le renforça dans sa résolution à rédiger, entre autres, des articles gambiens pour le compte de journaux étrangers en devenant correspondant de la BBC, Reuters et UK's *Sunday Express*.

Malheureusement, la maladie força ce grand journaliste à abandonner la carrière de rédacteur en 1993. Il demanda cependant à un journaliste local, Fabakary Taal, qui venait de la cohorte de journalistes qui nageaient autour du puit de connaissances qu'était Colley, d'empêcher l'extinction de cet héritage sacré qu'était *The Nation*. Il a également demandé que les locaux du journal soient utilisés comme la première bibliothèque de recherche jamais créée en Gambie et qui abriterait les vieilles publications tout comme les neuves.

La résurrection de *The Nation* en

2004 avait été célébrée par sa vaste audience. Malheureusement, suite à de nombreuses raisons, le plus vieux journal de Gambie a été depuis, ôtée de la circulation.

Pour être demeuré ferme sur ses croyances selon lesquelles des Gambiens de tous les niveaux devraient être tenus informés par des nouvelles objectives et de qualité en dépit des personnes visées, Dixon a été célébré tant sur le plan national qu'international.

Professeur Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission de l'Union Africaine (à gauche) et Mathatha Tsedu, président du Forum des Editeurs Africains (Taef), à une réunion de travail de la direction de l'UA, du Taef et du Réseau des Organisations Africaines de défense de la Liberté d'Expression (Nafeo), à Addis-Abeba en février 2007. Lors de cette réunion, la proposition du TAEF de désigner une année « Année de la Liberté des Médias et de la Liberté d'Expression en Afrique », ainsi qu'une journée annuelle des Médias Africains, fut acceptée par la direction de l'UA.

